



SP Frauen Schweiz
Femmes socialistes suisses
Donne socialiste svizzere

Berne, 27 août 2011

L'égalité dans l'économie – maintenant !

« La majorité des citoyennes et des citoyens souffrent des intervalles toujours plus rapprochés qui séparent les crises des reprises tandis qu'une minorité de spéculateurs en profitent largement. Pour les femmes : c'est double peine. Sur le marché du travail, elles ne touchent pas les salaires auxquels elles ont droit tandis que durant leur « temps libre », elles contribuent à la cohésion de la société par leur travail bénévole », relève Julia Gerber Rüegg, co-présidente des Femmes socialistes suisses. Raison pour laquelle ces dernières ont exigé, ce samedi à Aarau lors de leur Coordination, un programme de soutien à l'économie qui comprenne également des mesures de lutte contre la discrimination entre les sexes.

La sécurité économique passe par un revenu stable permettant de mener une existence digne et une sécurité sociale sur laquelle compter quand ce revenu disparaît. Tout le monde y a droit et pas seulement une poignée de privilégiés. Ces trente dernières années, le produit intérieur brut de la Suisse n'a cessé d'augmenter et, malgré tout, seule une minorité en a engrangé les bénéfices tandis que les risques ont été supportés par les travailleuses et les travailleurs ainsi que l'Etat, par le biais des assurances sociales. Celles-ci subissent une pression constante, alimentée par les velléités d'économies de la droite qui exige en parallèle des baisses d'impôts pour les plus riches de même que la dérégulation des flux financiers. Difficile de faire pire en matière de stratégie de croissance !

Une croissance durable passe par la compensation des inégalités et la fin des discriminations, même en temps de crise. C'est pourquoi les Femmes socialistes, réunies à Aarau, appellent le Conseil fédéral et le Parlement à adopter un programme de soutien à la place économique suisse. Outre les mesures à court et moyen terme présentées cette semaine par le PS Suisse, il doit également comprendre des dispositions à plus long terme. Celles-ci doivent assurer une redistribution équitable des richesses et éliminer les différences de traitement entre les sexes. Il s'agit donc de mettre en œuvre le principe constitutionnel « à travail égal, salaire égal », d'introduire un salaire minimum national et une meilleure répartition du travail bénévole, essentiellement assuré par les femmes dans notre société.

« Au moins autant » : tel est notre objectif comme le soulignent le PS et les Femmes socialistes du canton d'Argovie. Cela signifie un salaire identique pour les femmes et les hommes, autant de travail ménager pour les uns que pour les autres, autant de temps passé à s'occuper des enfants, des malades et des personnes âgées et autant de femmes que d'hommes aux plus hautes responsabilités politiques, économiques et culturelles. Des revendications exprimées ce samedi dans les rues argoviennes dans le cadre de la campagne socialiste en vue des élections fédérales.